

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La Banque mondiale revoit à la baisse la croissance la région

Projetée en avril dernier à 2,6%, la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne devrait s'établir à 2,4% en 2017 contre 1,3% en 2016, selon un rapport semestriel de la Banque mondiale.

Après quelques mois de faibles performances, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont renoué au deuxième trimestre de l'année en cours avec la croissance influant ainsi sur celle de la région. Ce relèvement, explique le rapport de la Banque mondiale, est tributaire de l'amélioration de la conjoncture internationale à travers notamment la hausse des cours des produits des industries extractives et le retour des flux des capitaux. Le rapport souligne « la mollesse persistante de cette embellie, insuffisante pour accroître le revenu par habitant en 2017 », malgré des perspectives positives. Il indique que la croissance est restée stable dans les pays dont les économies sont moins dépendantes des matières premières comme l'Éthiopie et le Sénégal. Cette croissance a été soutenue par les investissements dans les infrastructures et la production agricole. Le redressement des cours mondiaux du marché des métaux profite aux pays producteurs de la région. La stabilité des taux de change et la hausse de la production vivrière ayant atténué la flambée des prix des produits alimentaires, renseigne le rapport qui ajoute que les mesures d'ajustement budgétaire n'ont pas permis de réduire les déficits.

Les pays de la région sont appelés à redoubler d'efforts pour remédier à l'insuffisance des recettes et contenir les dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. « La plupart des pays africains n'ont pas de marge de manœuvre suffisante pour faire face à la volatilité de la conjoncture et doivent s'efforcer d'élargir un espace budgétaire... Ils doivent également mettre en place des mesures structurelles pour résister aux chocs, stimuler la productivité, renforcer les investissements et favoriser la diversification de l'économie », explique Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Par ailleurs, le rapport stipule que l'Afrique subsaharienne devrait bénéficier d'une reprise modérée de l'activité économique en 2018 avec une croissance projetée à 3,2% et 3,5% en 2019. Ce, compte tenu de la stabilisation des cours des matières premières et de la hausse progressive de la demande intérieure.

S'agissant des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), le rapport relève que les perspectives demeurent difficiles. Ces derniers étant contraints de s'ajuster à la faiblesse des cours du pétrole qui diminue leurs recettes et augmente leur dette. « Les perspectives de la région restent néanmoins difficiles, la croissance n'ayant pas renoué avec le rythme moyen d'avant la crise. En outre, ces performances modérées ne pourront entraîner qu'une hausse modeste du revenu par habitant... », informe l'économiste principale de la Banque mondiale Punam Chuhan-Pole qui a dirigé ce rapport.

Christian Brice Elion

VIRUS EBOLA

Deux vaccins expérimentaux s'annoncent prometteurs

Deux vaccins expérimentaux contre le virus Ebola se sont avérés prometteurs pour protéger de la fièvre hémorragique pendant au moins un an, selon les résultats d'un essai clinique publié le 12 octobre.

L'étude publiée dans le New England Journal of Medicine a porté sur 1.500 personnes à Monrovia, au Liberia. Les participants ont reçu l'un des deux vaccins en cours de test ou un placebo. Le premier vaccin, rVSV-ZEBOV, a été conçu par des scientifiques du gouvernement canadien et est maintenant sous licence des laboratoires Merck, Sharp et Dohme Corporation. Le deuxième vaccin, cAd3-EBOZ, a été développé par le Centre de recherche sur les vaccins de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) et GlaxoSmithKline.

Après un mois, 84% des patients vaccinés avec le rVSV-ZEBOV ont développé des anticorps. Après un an, 80% d'entre eux étaient toujours protégés. Pour le cAd3-EBOZ, 71% ont développé des anticorps après un mois et 64% étaient toujours protégés à la fin de l'essai. « Cet essai clinique a fourni des informations précieuses qui sont essentielles pour le développement de ces deux vaccins potentiels contre Ebola », a déclaré Anthony Fauci, le directeur du NIAID. Cette étude « démontre également qu'une recherche clinique bien conçue et éthique peut être menée pendant une épidémie », a-t-il ajouté.

Après avoir reçu le vaccin, certaines personnes ont ressenti « des effets secondaires légers ou modérés, comme des maux de tête, des douleurs musculaires, de la fièvre et de la fatigue », indique le rapport. L'essai a été mené dans le cadre d'une collaboration de recherche clinique entre les États-Unis et le Liberia, connue sous le nom de Partenariat pour la recherche sur le virus Ebola au Liberia (PREVAIL).

L'épidémie de virus Ebola a tué plus de 11.000 personnes, principalement au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone, entre la fin 2013 jusqu'en 2016. Une quinzaine de vaccins sont en cours d'élaboration à travers le monde contre Ebola, un virus très contagieux. Selon les experts, les premiers vaccins pourraient être approuvés d'ici à 2018, dans le cadre d'un processus réglementaire accéléré.

Josiane Mambou Loukoula

NATIONS UNIES

Les Etats-Unis quittent l'Unesco

Désormais les Etats-Unis conserveront le statut d'observateur. L'annonce de son retrait a été faite le 12 octobre, accusant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) d'être « anti-israélienne ».

Les Etats-Unis avaient prévenu, début juillet, de son intention de réexaminer ses liens avec l'Unesco après sa décision d'inscrire la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie, au patrimoine mondial. Ils conserveront un statut d'observateur en lieu et place de leur représentation à l'agence onusienne sise à Paris. Selon le département d'Etat, ce statut permettrait de continuer d'apporter la « vision » et « l'expertise » américaines « sur certains dossiers importants gérés par l'organisation », notamment « la protection du patrimoine mon-

dial, la défense de la liberté de la presse » et la promotion des sciences et de l'éducation.

Le retrait ne sera effectif qu'à compter du 31 décembre 2018, conformément aux statuts de l'Unesco. « Cette décision n'a pas été prise à la légère, et reflète les inquiétudes des Etats-Unis concernant l'accumulation des arriérés à l'Unesco, la nécessité d'une réforme en profondeur de l'organisation, et ses partis pris anti-israéliens persistants », a ajouté le département d'Etat américain. Une décision que regrette « profondément » la directrice générale de l'organisation, Irina Bokova, et se disant « convaincue » que ses missions répondent « aux préoccupations du peuple américain ». « L'universalité est essentielle à la mission

de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine », a rappelé la cheffe de l'Unesco.

Cette décision, qualifiée d'« affront à l'histoire », « discrédite encore plus une agence onusienne déjà hautement discutée », avait alors déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

Les Etats-Unis, grand allié d'Israël, avaient déjà pris ses distances avec l'Unesco. Ils avaient ainsi arrêté de participer à son financement en 2011 après que l'agence a admis la Palestine parmi ses Etats membres. Mais ils continuaient depuis à siéger au conseil exécutif de l'Unesco, composé de 58 membres.

J.M.L.

L'Unesco «regrette profondément» la décision américaine

La directrice générale de l'Unesco Irina Bokova a dit «regretter profondément» jeudi la décision des États-Unis, tout juste annoncée, de se retirer de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, accusant l'institution de positions «anti-israéliennes».

«Je regrette profondément la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer de l'Unesco, dont j'ai reçu la notification officielle par lettre du Secrétaire d'Etat Américain M. Rex Tillerson», a-t-elle écrit dans un communiqué. «L'universalité est essentielle à la mission de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine», a affirmé Mme Bokova.

«C'est une perte pour la famille des Nations Unies. C'est une perte pour le multilatéralisme», a commenté Mme Bokova.

Les Etats-Unis, qui avaient déjà quitté l'Unesco entre 1984 et 2003 et suspendu leur contribution financière en 2011, ont annoncé jeudi qu'ils se retireraient de l'Organisation, l'accusant d'être «anti-israélienne».

Dans son communiqué, Mme Bokova dresse un inventaire de mesures prises par l'Unesco en par-

tenariat avec les Etats-Unis contre l'anti-sémitisme. «Ensemble, nous avons travaillé avec le regretté Samuel Pisar, Ambassadeur honoraire et envoyé spécial pour l'enseignement de l'Holocauste, afin de partager l'histoire de l'Holocauste pour lutter contre l'antisémitisme et prévenir des génocides, avec la Chaire Unesco pour l'éducation au génocide au sein de l'Université de Californie du Sud et avec celle consacrée à l'alphabétisation au sein de l'Université de Pennsylvanie». Ou encore «nous travaillons avec l'OSCE pour produire de nouveaux outils pour les éducateurs contre toutes les formes d'antisémitisme, comme nous l'avons fait pour combattre le racisme anti-musulman dans les écoles».

Début juillet, les Etats-Unis avaient prévenu qu'ils revoieraient leurs liens avec l'Unesco, qualifiant d'«affront à l'histoire» sa décision de déclarer la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie occupée,

«zone protégée» du patrimoine mondial. L'ambassadrice américaine auprès des Nations unies Nikki Haley avait alors affirmé que cette initiative «discrédite encore plus une agence onusienne déjà hautement discutée».

Le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco a inscrit la vieille ville d'Hébron sur cette liste en tant que site «d'une valeur universelle exceptionnelle». Il a également placé cette ville située dans les Territoires palestiniens sur la liste du patrimoine en péril. Haut lieu de tensions, Hébron abrite une population de 200.000 Palestiniens et de quelque centaines de colons israéliens, qui sont retranchés dans une enclave protégée par des soldats près du lieu saint que les juifs désignent sous le nom de tombeau des Patriarches et les musulmans mosquée d'Ibrahim.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait à l'époque qualifié de «délirante» la décision de l'Unesco. Quelques mois plus tôt, l'Unesco avait identifié Israël comme une force d'occupation à Jérusalem. Les Etats-Unis avaient déjà suspendu leur participation financière en 2011 après l'admission de la Palestine

AFP

Qui de la Française Audrey Azoulay ou Hamad ben Abdoulaziz al-Kawari succedera à Irina Bokova?

Les 58 membres du Conseil exécutif de l'Unesco ont voté hier pour l'élection du directeur général de l'organisation. A l'issue du 3^e tour, la France et le Qatar étaient à égalité avec 18 voix, devant l'Égypte. La diplomatie française a déployé beaucoup de moyens pour qu'Audrey Azoulay l'emporte face au Qatar, Hamad ben Abdoulaziz al-Kawari, arrivé en tête des deux premiers

tours devant la Française. Depuis mars, la candidate Audrey Aoulay (France), 45 ans, ancienne ministre de la Culture, a visité une cinquantaine de pays du Conseil exécutif de l'Unesco. Elle a même été présente au sommet du G7 de Toarmania, en mai dernier, en Sicile (Italie), puis à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, en septembre, en

compagnie du président Emmanuel Macron, pour convaincre les représentants des pays exécutifs du bien-fondé du projet français.

Le pari de la France est une qualification au 5^e et dernier tour de sa candidate face au Qatar, au soir du 13 octobre. Paris compte former un front uni contre Doha.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Afrique centrale et de l'Ouest renforcent leur coopération policière

Les chefs de police des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et ceux de la Communauté économique des Etats de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis, les 10 et 11 octobre à Yaoundé, au Cameroun, sous l'égide d'Interpol. Objectif : Intensifier leur coopération policière afin d'endiguer le terrorisme.

Boko Haram, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), Ansar Dine... Du lac Tchad au Sahel, l'influence des groupes terroristes en Afrique centrale et de l'Ouest s'amplifie. Le nombre élevé de ces organisations spécialisées dans divers trafics (drogues, êtres humains...) et le crime organisé inquiète. Ces mouvements entretiennent des connexions leur permettant de « se soutenir entre eux », selon Jürgen Stock, secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol).

La circulation d'armes légères et de petits calibres dans ces deux régions en sont la cause majeure. « La riposte des forces de l'ordre doit

être robuste », suggère le haut responsable allemand, évoquant les enjeux de cette grand-messe. Avec sa base de données contenant plus de 80 millions d'informations, Interpol a proposé au cours de ces travaux de fournir son assistance technique aux 25 pays de la CEEAC et de la CEDEAO, afin de les aider à accroître leur efficacité dans la lutte contre le crime organisé et la criminalité sur leurs territoires et leurs espaces frontaliers, sur la base d'une coopération plus étroite.

L'idée est surtout de travailler à la mise en place d'opérations tactiques, tâche pour laquelle le partage du renseignement joue un rôle central, a expliqué M. Stock, à l'ouverture de la réunion. Pour mener à bien cet objectif, il faut trou-

ver des solutions au problème d'insuffisance des moyens humains, financiers et matériels généralement observé dans les pays de la côte ouest-afri-

« La riposte des forces de l'ordre doit être robuste »

caine. En vue de renforcer les capacités dans cette partie du continent, Interpol met à disposition un financement de deux millions d'euros.

Malgré ces difficultés, les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest s'emploient depuis des années à renforcer leur coopération dans le domaine sécuritaire, en mettant sur pied des comités de sécurité transfrontalière chargés de mener des activités visant à réduire

les menaces à la paix et la stabilité et mettant en avant le partage d'informations.

Le chef du bureau régional d'Interpol pour l'Afrique de l'Ouest, Marcelin Abbé, annonce une bonne coopération policière entre les différents membres de cette organi-

le remettre aux autorités du pays A, sans attendre la longue procédure d'extradition judiciaire. Il en est ainsi aussi des biens issus des crimes ». Cette mesure, a-t-il précisé, « permet de réduire les menaces de façon drastique. On ne peut pas y mettre fin, mais les bandits savent qu'il n'y a plus d'espace où ils peuvent se cacher. En tout cas, chaque pays est engagé à cela ».

Face à la menace terroriste, il est créé dans les pays de plus en plus d'unités de lutte contre le terrorisme. Ces unités ont pour mission de mettre en pratique la politique d'Interpol à travers la stratégie globale de lutte contre le terrorisme. L'utilisation des bases de données d'Interpol permet de suivre les déplacements des terroristes, de prévenir et de combattre le terrorisme en cas d'attaque.

Josiane Mambou Loukoula

CYBER SÉCURITÉ

42% des cyberattaques enregistrées en Afrique depuis 2012

La deuxième édition d'Africa Cyber Security Conference (ACSC), tenue du 10 au 12 octobre à Abidjan en Côte d'Ivoire, a permis de faire l'état des lieux sur les avancées technologiques, les enjeux économiques et sociaux, ainsi que les défis dans le domaine de la sécurité et de la préservation des données tant au niveau privé que public.

Le continent africain enregistre 42% des cyberattaques depuis 2012, selon le rapport Symantec. Pour soutenir la transformation numérique et le développement de nouveaux usages, un renforcement de la sécurité numérique est indispensable. Pendant ces assises, 4800 participants ont réfléchi sur le thème : « L'état de la cyber-sécurité en Afrique : opportunités de l'économie numérique face au cyber menaces », dans un continent en proie à des activités cyber-criminelles.

Les conférences inaugurales ont porté sur la « transformation digitale en Afrique enjeux et opportunités » et « la cyber sécurité en Afrique à l'ère du digital ». Les experts ont également abordé la question des enjeux et des opportunités offertes par le digital au continent africain. « La technolo-

gie ne fait pas la transformation digitale, c'est plutôt par l'usage que se crée la transformation », a dit Philippe Choyer, directeur général de CFAO Technologies. S'adressant aux jeunes, il a insisté sur la nécessité de « conserver nos traditions africaines pour en faire une force dans notre évolution technologique ».

Abondant dans le même sens, Patrick Mbengue, président du GOTIC (Groupement des opérateurs du secteur des TIC de Côte d'Ivoire), a déclaré que « l'Afrique doit fabriquer son digital, adapté à ses réalités ». Aussi, il est important « d'innover dans les usages afin que nos industries soient fortes. Il est important que nous ayons une stratégie digitale régionale commune », a-t-il indiqué.

Pour les experts, une cyberattaque n'est pas discriminatoire. Elle peut venir du continent comme l'Asie et avoir un impact en Afrique. « Les 3/4 du temps, nos structures qui sont fragiles, sont plutôt utilisées pour mener des attaques vers d'autres continents », a relevé Philippe Kouamé, directeur de

« La technologie ne fait pas la transformation digitale, c'est plutôt par l'usage que se crée la transformation »

la Confiance numérique et de la sécurité des réseaux, ART-CI. Pour Marc Israël, CTO Afrique de Microsoft, « il ne s'agit pas uniquement de sécuriser les données, mais également de signaler toutes les attaques. Afin de permettre aux autres de corriger les failles dans leurs systèmes ». Malheureusement, sur le continent, les structures qui subissent

des cyberattaques, ne sont pas enclines à communiquer. Pour Mack Coulibaly, CEO de Jighi et organisateur de la conférence, Africa Cyber Security Conference existe « pour soutenir la transformation numérique et le développement de nouveaux usages, un renforcement de la sécurité numérique

taux et non plus de simples consommateurs. »

Le sujet sur la sécurité est devenu un débat essentiel pour la cyber sphère. Ainsi, au cours de cette conférence, les participants se sont affrontés lors de plusieurs épreuves autour des sujets Forensic, cyberattaques, stratégies cyberdéfenses. Une démonstration technique qui permet aux entreprises partenaires de présenter des solutions, des projets R&D, des démonstrations d'attaques ou de prototypes, ont été au rendez-vous.

Outre les rencontres B to B, les Workshops, et les différentes démonstrations, les participants ont échangé sur plusieurs thématiques notamment : « relever les défis de la cyber sécurité en Afrique » ; « comment l'Afrique peut devenir le nouvel eldorado de la cyber sécurité ? », ainsi que « l'impact et l'opportunité économique de la cyber sécurité »..., animés par 86 conférenciers de haut niveau.

J.M.L.



DJ RESIDENT & HAPPY HOUR



DJ RÉSIDENT PATCHY GÉNÉRIQUE
TOUS LES SAMEDIS, DE 18H À 23H

HAPPY HOUR
VOTRE 2^E CONSOMMATION OFFERTE*, DE 18H À 20H

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



*hors cafés, thés et bouteilles d'alcool

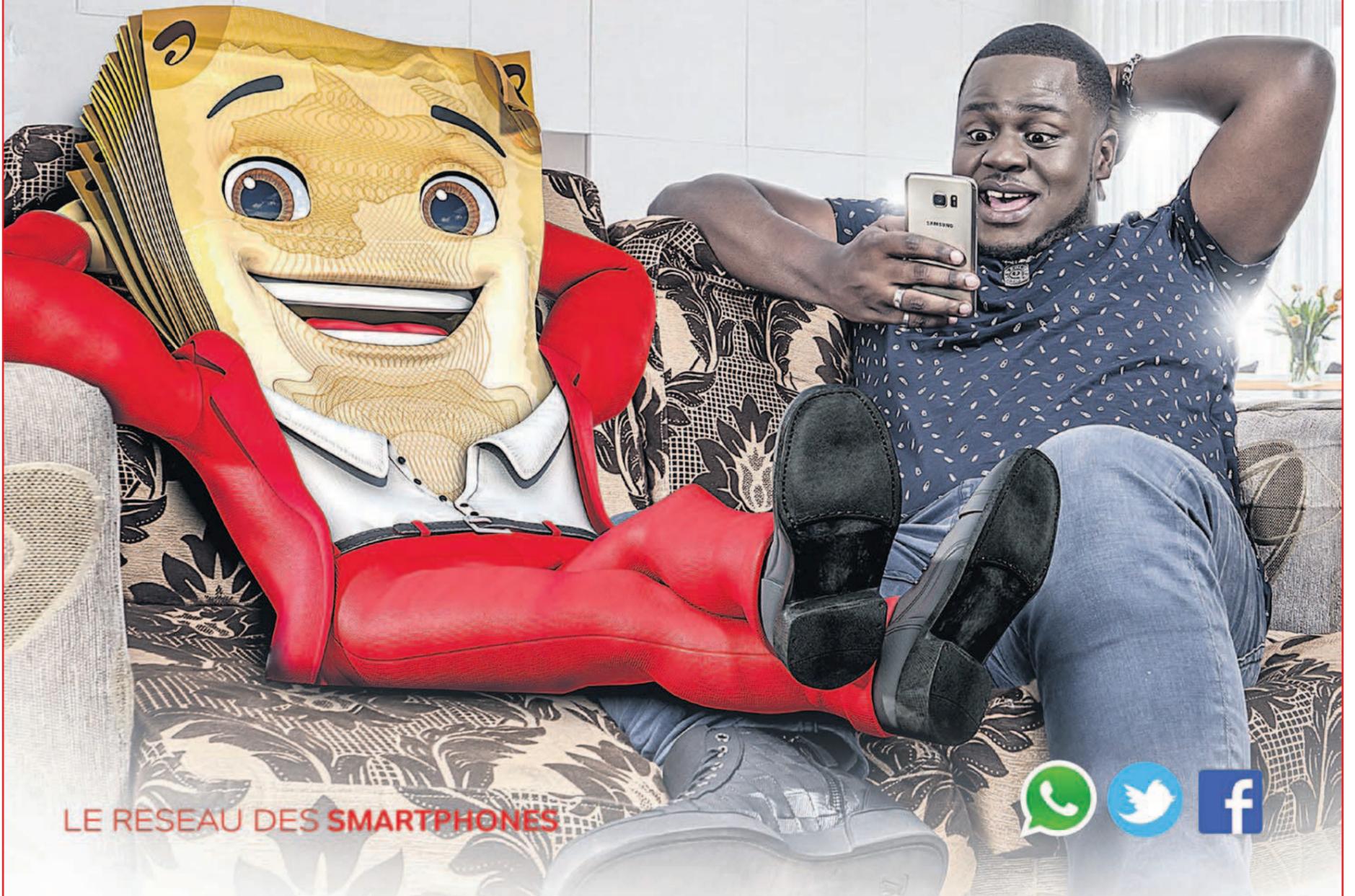


100% BONUS INTERNET

Paie ton forfait par **Airtel money**
et gagne le même forfait en **bonus**

Compose ***121*4#**

AG Partners



LE RESEAU DES SMARTPHONES



FRANCE

Colloque sur le handicap au Congo-Brazzaville



Jeunes apprenants dans les ateliers de l'Association Mission internationale Dimpa-Iesrm de Laurent Coddy à Ouesso au Congo-Brazzaville (DR)

Didier Renaud, responsable national du secteur Afrique francophone de la Commission internationale de la Confédération des PME, président de l'ADAC, invite les Congolais de l'extérieur et les amis du Congo à un colloque sur le handicap.

Lundi 20 novembre à 13 h 30, à la Terrasse Bellini de Puteaux la Défense, plusieurs spécialistes internationaux, en appui de l'expérience du projet mené 18 mois après par l'institut Dimpa à Ouesso, dans le nord du Congo, présenteront le projet précis sur le traitement du handicap au Congo dans le cadre de

l'éducation et de la formation professionnelle. Selon son président, l'Agence pour le développement de l'Afrique centrale et de l'Afrique francophone (ADAC), œuvre dans l'action constructive en fédérant des compétences internationales permettant le développement endogène des pays concernés à travers l'économie de proximité, la création d'entreprises, d'emplois et de richesses partout où cela est possible.

Cette agence est présente au Congo en collaboration avec le ministère de l'Artisanat, des PME et de l'économie informelle sur la promotion et la

collaboration des PME entre le Congo et la France à travers la Confédération des PME. Pour le handicap, ADAC travaille avec deux associations : l'Association nationale des aveugles du Congo et l'Association mission internationale Dimpa-Iesrm de Laurent Coddy.

Le programme commun déjà établi envisage l'ouverture d'une école, de plusieurs centres de formation pour l'inclusion des handicapés dans la vie courante, et la création de centres artisanaux pour le développement d'une économie autour de la problématique du handicap.

Marie Alfred Ngoma

SANTÉ

L'OMS inquiète de l'augmentation des cas d'obésité chez les enfants et adolescents dans le monde

Pour attirer l'attention de la communauté internationale en général et des experts de santé en particulier quant à la recrudescence des cas d'obésité chez les enfants et adolescents dans le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, le mercredi 11 octobre, un rapport sur la question.

Ce rapport soulignant qu'en 40 ans, les cas d'obésité chez l'enfant et adolescent ont été multipliés par 10 à travers le monde. « Le nombre d'enfants et d'adolescents obèses dans le monde a été multiplié par 10 au cours des quatre dernières décennies », indique cette expertise qui a été publiée, lors de la Journée mondiale de l'obésité.

Selon ce texte qui dresse cette courbe croissante et les statistiques de ce fléau, le nombre d'enfants obèses est passé de 11 millions en 1975 à 124 millions en 2016. Alors que 213 millions étaient considérés en surpoids en 2016 mais restaient

en dessous du seuil de l'obésité. « Au cours des quatre dernières décennies, les taux d'obésité chez les enfants et adolescents ont grimpé en flèche dans le monde entier, et la tendance se poursuit

« En étant obèse, on est exposé à un plus grand risque de maladies comme le diabète »

dans les pays à revenu faible ou intermédiaire », a déclaré Majid Ezzati, principal auteur de l'étude avant de spécifier que récemment ces cas se sont stabilisés dans les pays à revenu élevé, mais les niveaux d'obésité restent toutefois inacceptables. Parlant des causes de la recrudescence du fléau, Majid Ezzati évoque dans ce document que ces tendances inquiétantes reflètent indubitablement l'im-

pact de la commercialisation des produits alimentaires et le manque des politiques adéquates au niveau mondial. « En étant obèse, on est exposé à un plus grand risque de maladies comme le diabète », précise encore ce rapport.

Par ailleurs, parlant des stratégies à mettre sur pied ou contre le fléau, ce document propose que pour lutter contre l'obésité, il faut nécessairement des moyens. Et, faire en sorte que les aliments sains et nutritifs soient davantage disponibles dans les foyers comme dans les écoles, surtout dans les familles et les communautés défavorisées. Outre cette proposition, il faut aussi mettre en place des textes et règlements pour protéger les enfants contre des aliments nocifs pour leur santé. Notons que, cette étude a été réalisée conjointement par l'OMS et l'Imperial College London (Royaume-Uni) et publiée dans la revue The Lancet.

Rock Ngassakys

EDUCATION

Plus de 130 millions de filles non scolarisées dans le monde

A l'occasion de la Journée internationale de la fille instaurée par l'agence ONU Femmes il y a 6 ans, l'ONG One a publié le 11 octobre un rapport alarmant qui établit le classement des pays où les filles n'ont pas accès à l'école.

Selon ce rapport, neuf des dix pays du monde où les filles ont le moins accès à l'éducation sont en Afrique. La liste comprend le Soudan du Sud, la République centrafricaine, le Niger, le Tchad, le Mali, la Guinée, le Liberia, le Burkina Faso et l'Éthiopie.

Au Soudan du Sud par exemple, une fille sur quatre seulement va à l'école primaire et seuls 15,93 % des filles ont accès à l'éducation. Le Soudan du Sud est suivi par la République centrafricaine (17,75 %), le Niger (21,50 %), le Tchad (27,16 %), le Mali (29,28 %) et la Guinée (30,35 %). L'Afghanistan figure aussi sur la liste (23,51 %).

En effet, l'accès des filles à l'éducation et la poursuite de leur scolarité se heurtent à de nombreux obstacles sociaux, culturels et économiques. Dans les dix pays du classement, l'ONG One souligne que, plus de la moitié des filles se marient avant leur 18e anniversaire, et en moyenne, une fille sur quatre est obligée de travailler.

Plus d'égalité hommes-femmes stimulerait la croissance. « Pour se rendre à l'école, parfois sans manuels scolaires adaptés, elles doivent généralement parcourir de longues distances, souvent dans des conditions dangereuses ». « Autant de raisons qui expliquent pourquoi, en 2017, près d'un demi-milliard de femmes dans le monde ne savent toujours pas lire », poursuit le rapport. « Cet index montre que pour améliorer réellement l'accès de toutes les filles à l'école et à l'instruction, une attention particulière doit être accordée aux pays les plus pauvres et à ceux en conflit », a proposé l'ONG dans son rapport intitulé « Accès des filles à l'éducation dans le monde : les mauvais élèves ».

Yvette Reine Nzaba

BRÈVES

MALI

L'Unicef alerte sur l'accentuation de la malnutrition dans les régions touchées par les conflits. Selon une enquête « SMART » menée par l'organisation onusienne et ses partenaires au Mali, le taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a atteint des niveaux critiques à Tombouctou (15,7%) et à Gao (15,2%). De graves niveaux de malnutrition aiguë ont également été enregistrés dans les régions de Kayes (14,2%) et Taoudéni (14,3%), tandis que le taux national est de 10,7%. Pour 2018, l'Unicef estime que 165.000 enfants devraient souffrir d'une malnutrition aiguë sévère au Mali. Pour l'organisation, il est indispensable d'investir dans les 1.000 premiers jours critiques de la vie des enfants afin de réduire le risque de malnutrition aiguë.

CÔTE D'IVOIRE

Le chef du protocole du président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Souleymane Kamaraté Koné, écroué en début de semaine dans une affaire sensible de découverte d'une cache d'armes pendant une mutinerie de soldats, accuse mercredi dans une lettre ouverte le président Alassane Ouattara de viser « son patron » (Guillaume Soro) à travers lui. Il a été accusé de « complot contre l'autorité de l'Etat » dans l'affaire de la cache d'armes découverte dans une villa lui appartenant à Bouaké en mai. Soul to Soul assure cette fois ouvertement que les armes ont été stockées chez lui lors de la rébellion en 2010 dans le but de lutter contre le camp de l'ancien président Gbagbo. « Et moi je suis en prison à cause de ces armes qui ont mis Alassane Ouattara au pouvoir. Si telle est la volonté de Dieu, alors je m'incline », écrit-il depuis sa cellule.

Josiane Mambou Loukoula

COOPÉRATION SANITAIRE

Guen Bailin salue l'excellence des relations entre la Chine et le Congo

Le vice-amiral et chef de l'opération « Harmony 2017 » dans le navire hôpital « Arche de paix », Guen Bailin a été reçu en audience le 12 octobre à Brazzaville par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Il a mis à profit cet entretien avec le chef de l'Etat pour lui présenter l'opération et ses objectifs. Il s'agit, a-t-il déclaré, d'une tournée d'actions médicales et humanitaires dans sept pays africains et au Timor Oriental.

A la question de savoir comment le président a apprécié cette opération, Guen Bailin a indiqué qu'il est très marqué aussi bien par l'opération que par l'excellence des relations entre le Congo et la Chine, vieilles de plusieurs décennies. Par ailleurs, le chef de l'opé-



ration « Harmony 2017 », a précisé qu'elle s'inscrit dans le cadre des actions à mener en vue d'établir le consensus sur le plan de la coopération

bilatérale entre le Congo et la Chine. Invité par la presse à se justifier sur l'immensité des opérations chirurgicales à effectuer et la durée très

La photo de famille après l'audience (Adiac) courte de la mission arrêtée à huit jours, Guen Bailin a relevé que pour les patients qui nécessitent un long traitement, les médecins chinois vont les

confiés aux structures hospitalières locales. « Après notre départ, nous allons rester en contact avec les professionnels de santé retenus pour le suivi de ces malades », a-t-il renchéri, avant de noter que pendant ces huit jours, les médecins chinois vont se plier en quatre pour que l'opération atteigne ses objectifs.

Au cours de la même journée, le président de la République a reçu en audience, le consul honoraire du Congo en principauté de Monaco (France), Robert A. Lauro. Il était porteur d'un message de soutien du Prince Albert II de Monaco à l'initiative du Fonds bleu. Le chef de l'Etat congolais et le Prince de Monaco, a-t-il dit, ont la même vision sur la conservation de la biodiversité, de l'écosystème forestier et faunique.

La Rédaction

MÉTÉOROLOGIE

Les experts de la CEEAC en quête de meilleures performances

Des experts et directeurs des services météorologiques et hydrologiques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) se sont réunis le 12 octobre à Brazzaville, pour trouver les moyens de diffuser des prévisions météorologiques fiables.

lais des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou, car 90% des catastrophes survenues sont d'origine hydrométéorologique.



Fidèle Dimou posant avec les experts (Adiac)

Les conclusions de leurs travaux seront soumises à la 3e conférence des ministres en charge de la météorologie des pays de la CEEAC qui s'ouvre ce vendredi. La mission de ces experts en météorologie est de produire des données qui permettent d'anticiper sur des événements catastrophiques, ou encore de planifier certaines activités sectorielles.

Initiée sur le thème « perspectives pour la mise en œuvre du cadre de Sendai et du nouveau programme africain sur la réduction des risques de catastrophes en Afrique centrale », la réunion des experts de la CEEAC devrait permettre de préparer les textes et d'autres moyens pour l'ouverture du Centre d'application et de prévision climatologique (CAPC-AC)

basé à Douala, au Cameroun.

Les services météorologiques jouent un rôle clé dans le mécanisme d'alerte et d'information climatique, explique Dominique Kuitsouc, coordonnateur des programmes de gestion des risques de catastrophes auprès de la CEEAC.

« Les experts doivent fournir des documents qui feront que ce centre soit opérationnel dans les meilleurs délais », a-t-il déclaré, soulignant l'importance des données fournies qui seront utilisées dans le secteur agricole par les gestionnaires de risques en vue d'anticiper sur les catastrophes naturelles.

L'Afrique centrale n'est nullement à l'abri des effets « pervers » du climat, rappelle le ministre congo-

« Ce sont les inondations, les coulées de boue, l'ensablement ou l'assèchement des cours d'eau, l'érosion côtière, la sécheresse, la perte de la biodiversité », a-t-il énuméré, ajoutant les effets du changement climatique compromettent les efforts de développement durable.

Enfin, plusieurs partenaires au développement sont engagés à soutenir ce programme de la CEEAC pour la diffusion des données météorologiques et climatiques fiables. Parmi ceux-ci il y a l'Organisation météorologique mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, ainsi que des organisations sœurs comme la SADC et CEDEAO.

Fiacre Kombo et Hugue Mikanou (stagiaire)

PME

Impulser une transformation inclusive de l'artisanat au Congo

Les premières assises du Conseil national de l'artisanat (Cona) ont été ouvertes le 12 octobre à Brazzaville. Les participants à ce forum - les pouvoirs publics, les artisans, le secteur privé et partenaires au développement - vont réfléchir sur la valorisation du métier, à travers des échanges et expositions de divers articles et œuvres d'art.

Les travaux de la session inaugurale du Cona étaient lancés par la ministre des PME, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, en présence de ses collègues du gouvernement.

« Inscrire l'artisanat dans l'essor de l'économie de proximité pour consolider la diversification et la résilience de l'économie », c'est le thème de ce forum dédié à l'artisanat congolais.

L'artisanat est un secteur vital pour l'économie nationale, l'un des domaines pourvoyeurs d'emplois. Mais l'artisanat congolais souffre d'un manque d'accompagnement spécifique, d'accès aux facteurs de production essentiels et de renforcement de capital productif, et surtout de financements.

« Le plus urgent est la nécessité d'une réelle reconnaissance de l'identité et du statut spécifique de l'artisanat, qui est présent dans les activités des secteurs économiques traditionnels du primaire, secondaire et tertiaire », a reconnu Yvonne Adélaïde Mougany.

Elle a énuméré les contraintes qui freinent l'éclosion du secteur artisanal local et souligné l'engagement des autorités à créer un environnement favorable aux activités artisanales, c'est-à-dire mobiliser des ressources internes et externes, encourager la culture entrepreneuriale, promouvoir la protection sociale.

Durant ces deux jours, les différents intervenants vont insister sur les atouts devant permettre au pays de faire de l'artisanat un secteur clé pour la diversification de l'économie. Au nombre de ces atouts figurent les ressources naturelles comme le bois, l'argile et les autres géomatériaux ; le dividende démographique et culturel dont une jeunesse scolarisée ; l'accès aux infrastructures de base telles que les routes, les ports, l'énergie, la fibre optique.

Rappelons que le Cona est une structure créée par décret n°2011-842 du 31 décembre 2011, afin de participer à l'élaboration des politiques nationales de l'artisanat, d'émettre des avis sur les programmes et les textes relatifs au secteur, de proposer des mesures susceptibles de favoriser le bon fonctionnement et le développement du secteur.

F.K.

TIC

Léon Juste Ibombo : « La qualité de service n'est pas une option, mais une obligation »

Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a rappelé, aux opérateurs de téléphonie mobile le mercredi 12 octobre à son cabinet, que le gouvernement sera amené à prendre ses responsabilités si la qualité des services fournis par eux ne s'améliore pas dans les délais prescrits.

La réunion est dite « d'évaluation à mi-parcours » des actions engagées par les opérateurs afin d'améliorer la qualité des services. Elle est organisée un mois après celle tenue le 11 septembre 2017, au cours de laquelle le ministre Léon Juste Ibombo exhortait les opérateurs à tenir leurs engagements quant à la qualité des réseaux et des services dans un délai de deux mois.

« Il convient de reconnaître quelques efforts que vous fournissez pour l'amélioration de vos services. Cependant, il n'en demeure pas moins vrai, que plusieurs plaintes sont remontées au niveau du gouvernement de la part des consommateurs concernant les services que vous offrez aux populations », a déclaré Léon Juste Ibombo.

« La qualité de service n'est pas une option, mais une obligation », a-t-il poursuivi. Parmi les plaintes « incessantes » citées par Léon Juste Ibombo, figurent la tarification élevée des appels téléphoniques, le non remboursement des crédits en cas de panne

technique prolongée, l'augmentation des prix forfaitaires des appels, sms et Internet et l'inaccessibilité au service client.

« Le gouvernement ne saurait transiger sur la satisfaction finale de l'abonné, qui est d'ailleurs, l'une de ses préoccupations principales, au-delà de l'amélioration des indicateurs de performances techniques contenus dans vos cahiers de charges », a martelé le ministre. Il a soutenu que son intervention répondait dans le respect des prérogatives de ministres de tutelle. A ce titre, a-t-il précisé, il peut « délivrer, transférer, modifier, renouveler, réduire la durée, suspendre ou retirer les licences et veiller à la régulation de l'activité des sociétés privées et des organismes œuvrant dans les domaines des postes et télécommunications ».

Les opérateurs rassurent De leur part, les directeurs généraux des sociétés de téléphones mobiles MTN, Airtel, Azur et aussi Congo Télécom ont rassuré les travaux techniques entrepris depuis pour améliorer les réseaux



Léon Juste Ibombo et les directeurs généraux des sociétés de téléphonie mobile (Adiac)

et les services. Azur a amorcé la réhabilitation de 186 sites avec la collaboration de Huawei. Mais « l'indisponibilité du carburant cause plusieurs déboires », sans compter la situation financière délicate de ces moments.

Le Directeur général de Airtel Congo a évoqué « un réseau qui se porte bien » sur la base des rapports. Le challenge de l'énergie, la fluctuation du gazole et l'inaccessibilité de certaines zones sont autant d'obstacles à surmonter pour parvenir aux résultats es-

comptés. Pourtant, précise Gérard Lokossou, la disponibilité du réseau y est, et Airtel poursuit sa logique d'amélioration du réseau qui pourrait supporter, bientôt, de nouvelles technologies.

Pour Djibril Ouattara, directeur général de MTN Congo, l'interpellation du gouvernement, le mois dernier, était « une grande surprise ». Toutefois, cet appel a été entendu, puisque, souligne-t-il, le réseau de MTN s'est nettement amélioré. Il est 1er en terme de performance des 22 opéra-

tions que compte le groupe. 32 milliards FCFA d'investissement ont été utilisés en 2016 pour plusieurs opérations techniques, a-t-il soutenu.

Saisissant évidemment le niveau d'exécution des recommandations par les opérateurs, le ministre Léon Juste Ibombo a exigé que les engagements soient pris pour « la résolution de la situation qui a trop duré ». Il a invité les opérateurs à une prochaine évaluation dans un mois.

Quentin Loubou

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

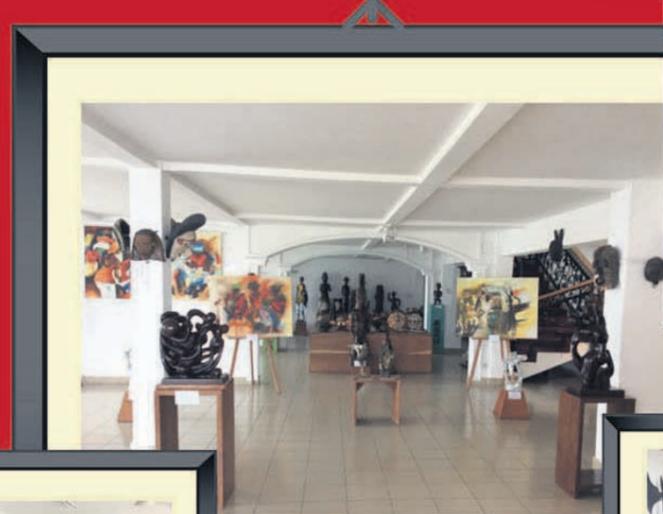
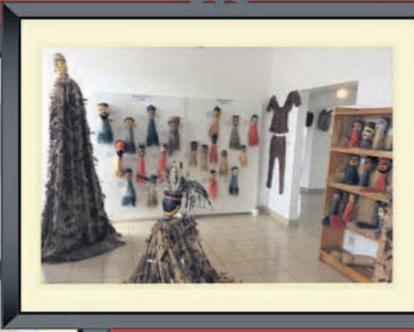
SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE





L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

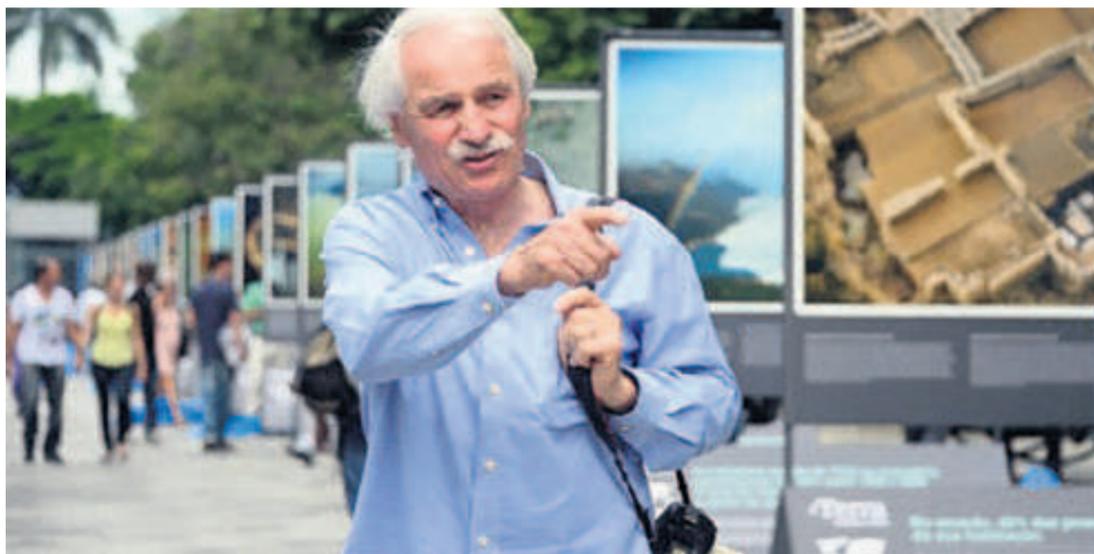
7^e ART

« Human » projeté à l'Institut français du Congo

D'une durée de 02h20, la projection de ce film, a eu lieu en présence de la ministre de l'économie forestière, Rosalie Matondo, de la directrice des arts et des lettres au ministère de la Culture et des arts, Emma Mireille Opa-Elion, de la conseillère au département de la Culture, des arts et du tourisme du président de la République du Congo, Lydie Pongault, ainsi que de bien d'autres conseillers du chef de l'Etat et de l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery

Du genre documentaire, le film « Human » a été présenté par l'Institut français du Congo (IFC) et Les Dépêches de Brazzaville en présence de son réalisateur Yann Arthus-Bertrand. Il y a quelques années, ce photographe professionnel et cinéaste, nourrissait l'envie de faire un film qui parle de beaucoup de choses : la guerre, la xénophobie, la pauvreté, l'amour... ; ce qui fut fait, le 12 septembre 2015, date de la sortie officielle de ce chef-d'œuvre, produit par Florent Gilard.

Pour réaliser ce film, Yann Arthus-Bertrand et Anastasia Mikova, sont allés dans plus de 60 pays différents et entretenus deux mille (2000) personnes environs. Dans chaque pays, ils ont travaillé des gens pendant des mois, parfois en amant ; une manière de les aider à approcher tout ce monde et leur expliquer le travail qu'ils faisaient. Le plus souvent ce n'était pas des questions anodines qui devaient durer dix (10) minutes par-là, mais plutôt des entretiens très longs qui dureraient chacun, une (1), deux (2) ou parfois trois (3) heures, pour lequel



Yann Arthus-Bertrand, le réalisateur du film-documentaire Human (DR)

dans ce film, ils n'ont présenté que des petits extraits. D'où, pensent-ils que pour réaliser des tels films, il important que les gens soient bien préparés.

Mais au-delà de ça, a précisé Anastasia Mikova, il y avait deux types de tournage sur ce film : des tournages dits Universal où tout le monde pou-

vait participer, pour parler de la famille, de l'amour, de l'éducation, du sens de la vie... Mais il y avait aussi des sujets spécifiques où Yann Arthus-Bertrand qui voyageait beaucoup depuis l'hélicoptère, voulait absolument mettre en lumière, en parlant de l'humanité aujourd'hui.

que ce film prend fin.

Oeuvre soutenue par la fondation Bettencourt Schueller, « Human » est composé d'images inédites tournées uniquement pour ce film. Il a été projeté aux Nations unies. La projection a été suivie d'un débat animé par Yann Arthus-Bertrand et

pour informer l'auditoire du tournage d'un nouveau film à Brazzaville qui va parler des femmes. Chaque personne ont-ils dit, à une histoire. Il n'y a pas une personne qui n'a rien raconté ; par contre, ce qu'il faut voir, c'est de savoir si la personne est prête à partager son histoire ? Est-ce qu'elle a envie de la dire au reste du monde ? D'aller au plus profond de soi-même pour partager des choses qu'elle n'a peut-être jamais raconté à personne ? C'est plutôt en cela qu'a consisté le travail qu'ils sont en train de mener. Car, pensent-ils, il n'y a pas de bonnes recettes pour trouver des gens, mais en même temps, il y a une façon d'approcher les gens.

« Nous allons faire un film sur les femmes, parce que les femmes ont quelque chose à dire. Je pense que faire un film sur les femmes, c'est faire un film sur le droit, sur la justice, sur le courage, parce que les femmes sont bien courageuses que les hommes, ... Les femmes de plus en plus ne veulent plus que les changements viennent de l'extérieur. A chances égales, les femmes réunissent leurs études que les hommes. Aujourd'hui elles ont le droit de voter dans presque tous les pays du monde », a déclaré Yann Arthus-Bertrand.

La sortie de ce nouveau film sur les femmes est prévue en 2019.

Bruno Okokana

Anastasia Mikova a fait savoir aux spectateurs que le témoignage le plus fort de ce film vient du tournage spécifique sur un américain qui parle (au début du film) de comment il voit la vie et du sens qu'il donne à cette vie lorsqu'il est face à la mort. C'est par un joli décor constitué des paysages et des gens

Anastasia Mikova.

Bien avant la projection de « Human », Yann Arthus-Bertrand a projeté un documentaire sur la République du Congo. Il a pris le soin d'expliquer séance tenante ce documentaire le Congo, vue du ciel.

Yann Arthus-Bertrand et Anastasia Mikova ont profité de l'occasion

NOUS AVONS PENSE A VOUS !

Formations professionnelles de qualité à votre portée

100% pratique



Début des formations : 16 oct. 2017
Inscription à partir 02 oct.2017: 10 000F

**Maintenance - Réseau informatique & Internet
Linux & Windows Server - Sécurité informatique
Programmation - Gestion projet - Bureautique**

Choisissez vos jours
■ **lundi à vendredi**
■ **samedi à dimanche**

Choisissez votre formation
■ **en groupe**
■ **ou personnalisé**

Prix abordable
35 000 à 75 000 F/mois



06 621 45 25 / 05 345 78 62

E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo /

MOTS FLÉCHÉS N°159

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

PÂTE ITALIENNE	ENNUYAS	PROTECTION DE JAMBE	PETIT PORT BIEN ABRITÉ	BOUT DE PIÈCE DE THÉÂTRE	PARC ANIMALIER	CHAÎNE AMÉRICAINE
PÂTÉ DE MAISONS	JEANNE DU CINÉMA	C'EST L'ES-CALADE	DÉCHIRURE	HOMME AU GUICHET	CONFITS DE PORC	
			IDÉALES			
PRÉSERVATION						
QUI A SES HUMEURS						
					PLANTES LACUSTRES	
TIMIDES					VISIBLE AU-DESSUS DU SOL	ARTICLE PLURIEL
IL ÉTOUFFE AVANT DE MANGER					VENTILÉES	
		ARRIVÉE AU MONDE		IVRE		
CAUSES UN DOMMAGE		ÂNERIE				
ONZE ROMAIN			PRÉNOM MASCULIN			
			CLAN			
	EXPRIMÉS			ANNEAUX DE CORDAGE		
	ILS VENDENT DE LA TOILE			VENT DIVIN		
IL MENA UNE VIE D'APACHE	CRÉATEUR DE MODE		LE TEMPS DU GÉOLOGUE		EXERCICE À LA CORDE	ÉVASÉE
	BIEN DANS SA PEAU		DES AFRICAINS			
				ON Y PEND LA VIANDE		
				MER DE BRETAGNE		
NUL AUX ECHECS		MARQUA LE CHÉMIN				AMAS DE GLACE
BAISSER LES BRAS		PRIT SON PREMIER REPAS				
				EMPIRE AMÉRICAIN		
				JUSTE UNE GOUTTE		
NON AVOUÉE			FIN DE VALLÉE BRETONNE	PENCHER POUR		
HOMME DU DÉLUGE						
		SILO À GRAINS			RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
		SYMBOLE DU BÉRYLLIUM			CELA ABRÉGÉ	
QUI EST DE LA VILLE				TÉTAI		
DÉPOSE UN ENJEU						
		DÉVIDOIR À COCON			POINT GAGNANT POUR LE TENNIS-MAN	

SUDOKU N°159

>FACILE

						6	8
9	6	2	1				7
8		6	7	5	1		9
	9	5	2				3
	4	8		6		7	
5			9	7	6		
6	7	9	5	3			2
4		7		2	3		6
3	9						

>MOYEN

	3		6			1	2
	8	1	5		2		7
			4	9			
		2				6	3
8	1		2			9	5
3	6				1		
			6	7			
	7	2		3	5	8	
2	9		5			4	

>DIFFICILE

1		8					
		7		6	9		
		6	3		2	7	5
8	1				3		2
	3			8			5
6	5				8		4
7	2	1		4	5		
			6	2		1	
					5		3

MOTS CROISÉS N°159

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Non suivie. - 2. Un point à ne pas franchir. - 3. À la mode. Chiffres romains. Écrivain français (Michel). - 4. Jeton d'ivoire. Gardé pour soi. - 5. Bien docile. - 6. Ne reste pas les bras ballants. Vieilles bêtes. - 7. Petits lacs. Cheville pas très ouvrière. - 8. De même. Un peu piquant. - 9. Éprouvée. Agence européenne. - 10. Préposition. Anneaux pour le marin.

>VERTICALEMENT A. Met un disque en état d'être exploité. - B. Partie du jour chez les Romains. Avariés. - C. Quelqu'un. Ancienne capitale du Vietnam. - D. Celui de glace est souvent couvert. Dans sa totalité. - E. Liquides végétaux. Iridium symbolisé. - F. Un lien. Elles sont nombreuses au bar en Irlande. - G. Il prépare peut-être un mauvais coup. - H. Regardée. Mesurés sur le chantier. - I. Menées sur les chemins de bagatelle. - J. Tableaux. Soutien.

MOTS À MOTS N°159

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- M A R E + G R U E = M _ _ _ _ _
- P A R E + D A T E = _ _ _ A _ _ _
- G I T E + R A D E = _ _ _ _ _ I _ _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°158

I	P	S	A	G	S
I	N	D	E	X	E
T	E	R	R	E	S
R	E	S	I	D	E
G	M	O	N	T	E
A	R	T	E	S	I
E	U	S	T	T	E
I	R	M	C	E	C
U	P	A	S	O	S
H	A	L	E	R	E
U	T	C	O	N	E
B	L	E	U	T	E
N	L	P	O	S	T
L	A	P	E	R	E
I	I	E	P	I	E
R	E	C	U	E	I

MOTS CROISÉS N°158

L	I	B	E	R	A	B	L	E	S
A	R	A	S	E	R	A	P	E	
T	O	T	O	B	A	S	I	C	
I	N	P	L	A	I	S	U		
N	I	C	E	E	S	A	U	R	
I	S	O	E	T	E	N	I		
S	E	L	F	A	S	S	I	S	
T	L	I	A	S	I	F	E		
E	D	E	N	S	A	L	I	E	
S	E	R	I	N	E	T	T	E	S

SUDOKU N°158

4	2	5	7	1	8	6	3	9
1	9	7	6	2	3	4	5	8
8	6	3	5	9	4	7	2	1
6	1	8	2	7	9	3	4	5
5	3	4	1	8	6	2	9	7
9	7	2	3	4	5	1	8	6
2	5	1	8	3	7	9	6	4
3	4	6	9	5	1	8	7	2
7	8	9	4	6	2	5	1	3
9	6	8	4	5	3	1	7	2
5	1	4	9	7	2	3	6	8
7	2	3	6	1	8	9	5	4
2	3	6	5	9	1	4	8	7
8	5	1	7	2	4	6	9	3
4	9	7	3	8	6	2	1	5
3	4	9	8	6	7	5	2	1
1	7	5	2	3	9	8	4	6
6	8	2	1	4	5	7	3	9
8	3	9	7	5	6	2	4	1
1	2	7	4	8	9	6	5	3
4	6	5	3	1	2	7	9	8
5	9	8	6	3	7	4	1	2
6	7	2	1	4	8	5	3	9
3	4	1	9	2	5	8	6	7
2	1	4	8	6	3	9	7	5
7	5	3	2	9	4	1	8	6
9	8	6	5	7	1	3	2	4

MOTS À MOTS N°158

1/ ESPALIER - 2/ LAPERAU - 3/ ERMITAGE.

ARTS MARTIAUX

Maître Liyeli Bongambe apporte sa pierre à l'édifice

Ancien capitaine de l'équipe nationale de judo, l'athlète congolais évoluant depuis des années en France veut contribuer à faire des jeunes compétiteurs d'aujourd'hui des grands champions de demain.

Après plus de dix ans d'absence au pays, maître Arnaud Liyeli Bongambe, Lobaye pour les intimes, vice-champion international de la lutte-plage, est de retour au bercail. C'est sous les acclamations de ses anciens entraîneurs, coéquipiers et tant d'autres jeunes athlètes, champions en devenir, qu'il a fait son entrée au gymnase Nicole-Oba de Talangai, choisi pour abriter une compétition de Kurash organisée par le sportif congolais de la diaspora (France) en partenariat avec la ligue de Brazzaville. Le Kurash est une discipline martiale faite des projections sans combat au sol encore appelé "Judo-debout", les immobilisations n'étant pas de mise. Près de vingt clubs ont pris part au tournoi. Environ 200 athlètes se sont succédé sur le tatami, les judokas pour la plus part.



Maître Bongambe s'adressant aux athlètes/crédit photo adiac

« La jeunesse congolaise, dans sa majorité, aime le sport. Je veux donc donner à ces jeunes athlètes l'occasion d'exprimer leurs talents ; leur apporter ma contribution pour qu'ils parviennent à défendre valablement les couleurs du Congo, à réaliser de grandes performances au

plan national et international », a fait savoir maître Arnaud Liyeli Bongambe. Pour le judo, il a un agenda rempli de projets. Seulement, avec la Fédération congolaise de la discipline, rien n'est encore peaufiné de façon définitive pour passer à l'acte. Après Brazzaville, le judoka congolais de la diaspora

s'est rendu à Pointe-Noire où il a échangé avec d'autres budokas en leur partageant son rêve de réunir les conditions permettant aux athlètes congolais de gagner en talent, en compétitivité et en expérience.

Une autre carrière en vue... Depuis les années 1995 où il a

commencé le judo, maître Arnaud Liyeli Bongambe a fait ses preuves au plan national et continental par sa régularité au haut-niveau. Médaillé de bronze au tournoi international de Yaoundé à quatre reprises, plusieurs fois champion national, l'athlète avait posé ses valises en France. Il y a commencé une carrière professionnelle au Judo club Touraine puis sacré vice-champion au Challenge départemental d'Indre-et-Loire. Les blessures l'ont empêché d'évoluer suivant le rythme souhaité. Il avait quitté les tatamis avant de revenir par la suite. « J'ai une compétition en début d'année prochaine », a-t-il indiqué.

« Mais je pense que le moment d'arrêter est arrivé. Je changerai de carrière mais toujours les arts martiaux. L'encadrement ou l'arbitrage, je verrai bien », a révélé maître Arnaud Liyeli Bongambe qui, aujourd'hui, est animé de la volonté de céder le témoin à une jeunesse bien formée, capable de relever les défis à venir.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : 15 octobre 1997- 15 octobre 2017 : 20 ans déjà, depuis la fin de la guerre !

Plus personne ne s'en souvient. Et pourtant, le Congo est passé à côté du pire, il y a 20 ans. La guerre toujours rôde. On la croyait définitivement terminée le 15 octobre 1997. Deux décennies après, de manière éruptive et résurgente, elle continue dans le département du Pool. Le 3 octobre dernier, les sages et les notables de cette partie de notre pays, mutilée par une guerre inique, ont embouché la trompette de la paix, en présence de Denis Sassou Nguesso, président de la République. Depuis près de deux décennies, la guerre est un véritable boulet pour la République.

Les mines réjouies des sages, au sortir de la rencontre avec le chef de l'Etat, laissent penser que les plaies de la guerre vont être définitivement pansées. La fiction d'une guerre sans fin laisse place à l'espoir d'une paix indispensable pour le pays. La force a montré ses limites. La force du dialogue doit s'imposer désormais pour contrarier l'ébranlement de la situation économique et toutes les tragédies qu'il entraîne au quotidien. « L'économie mange la politique ». L'état « critique », pour emprunter ce néologisme à Georges Balandier, a rendu inaudible tous les discours, du pouvoir comme

ceux de l'opposition. Ventre affamé n'a point d'oreille. L'anomie s'installe.

15 octobre 1997-15 octobre 2017, il y a 20 ans que prenait fin la déflagration du 5 juin 1997. La guerre est toujours une calamité avec des dégâts humains, financiers et matériels. Depuis ce grand séisme qui l'a ébranlé, le Congo vit toujours sur le pied de guerre, l'arme au pied. Paix armée disent certains, les armes toujours à portée de mains. Dieu merci, le Congo est passé très près d'un funeste destin. Force est de constater que la passion égare la raison et entretient des tensions délétères. On ne gagne rien, en fin de compte, en opposant les Congolais les uns aux autres. La constitutionnalisation du dialogue est un moyen d'exorciser définitivement les contradictions qui ébranlent le monde politique. Certains politiciens freinent des quatre fers lorsqu'on évoque le dialogue. Chacun en a sa conception. Hélas. La rivalité entre les prétendants et le pouvoir actuel est tellement forte que certains en perdent la raison. L'opposition, ou ce qu'il en reste, pour exister, se vautre dans une posture de refus systématique reposant sur les excès verbaux et la caricature.

Entre guerre et paix, le développe-

ment du Congo prend un coup sévère. Les tensions dans le Pool font un mal considérable au pays. Au lieu de « guerre du Pool », il sied de parler de guerre tout court, tant les conséquences dépassent le cadre précis de cette partie de notre pays. La question sécuritaire capte toute l'attention et une grande partie des ressources. Même si elle n'est pas correctement chiffrée, l'incidence de cette guerre est incontestable. Il faut en sortir. « Plus jamais ça », avons-nous dit depuis des années, sans jamais en faire une réalité. Par une certaine forme de mithridatisation, le côté funeste de la guerre n'impressionne plus personne.

Les mutations entraînées par la Nouvelle Constitution font la part belle au dialogue. Le vrai dialogue, sans arrière-pensées politiciennes, comme l'envisagent trop souvent nos hommes politiques. La « routinisation de la confrontation politique appauvrit les combats d'idées ». Elle contrarie ce qui est souhaité et souhaitable pour le Congo : « un être ensemble assumé, ranimant l'espace d'un moment la nation ; une solidarité fondée sur la tolérance, le respect des différences, etc. », toutes choses dont ne sont plus capables nos politiciens, uniquement préoccupés par les avantages qu'ils

peuvent tirer de leur activisme. Les situations de crises militaires récurrentes sont devenues un fonds de commerce sur lequel prospèrent, sans état d'âmes, de nombreux individus sans foi ni loi. Le Congo compte pour des prunes. Tous des prédateurs !

Le Conseil national du dialogue, constitutionnalisé, est le lieu propice d'anticipation des conflits par le pouvoir et le poids des mots. Cette constitutionnalisation de l'interlocution implique un changement paradigmatique qui fait du dialogue l'alpha et l'oméga de la nouvelle politique, antinomique de la confrontation violente permanente. Le président Denis Sassou Nguesso a inversé une dérive désastreuse et remis le pays sur les rails, en dépit des difficultés conjoncturelles actuelles. C'est une passe difficile qui exige la participation de tous pour en sortir. Il faut inverser la tendance et retrouver un cycle vertueux, celui du développement.

Mais avec quels hommes ? « L'homme qu'il faut, à la place qu'il faut » a du mal à devenir une réalité. Cette proclamation, plus que jamais, reste d'actualité. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

MFUMU